

Malheurs tziganes dans le post-communisme

PAR FRANZ-LOTHAR ALTMANN *

Les changements politiques (démocratiques) et économiques qui se sont produits dans les anciens pays socialistes d'Europe orientale en 1989 n'ont pas apporté que des bienfaits aux populations de ces pays. Nationalisme croissant, tensions ethniques et difficultés socio-économiques accompagnent des développements positifs tels qu'élections libres, amélioration des situations des droits de l'homme, restitution des biens nationalisés, privatisations, etc. Un groupe de population qui semble être plus touché que les autres est constitué par les Tsiganes ou Roms (comme ils s'appellent eux-mêmes) en Europe du Sud-Est. Le chiffre de 3,5 à 4 millions de Roms en Europe du Sud-est peut-être considéré comme proche de la vérité, bien que les données relatives aux Roms aient toujours été et soient encore très contradictoires. C'est ainsi que, pour la Roumanie, les chiffres oscillent entre 230 000 Roms depuis le dernier recensement de 1977 (chiffre généralement tenu pour une sous-estimation grossière), et plus de 2 millions, comme le prétendent leurs propres dirigeants. Entre les deux chiffres, on trouve des estimations spécialisées telles que celles de William Lockwood, de l'université du Michigan, avec 680 000 individus et le résultat du recensement de 1992 avec 409 723 Tsiganes! Pour replacer ces 3,5 à 4 millions de Roms dans un ordre relatif, il faut rappeler que la population tzigane dans le monde entier est évaluée à 8 à 10 millions de personnes, et que celle de l'Europe est estimée aux alentours de 7 millions. Selon des estimations fiables, l'Europe orientale compte aujourd'hui 5 millions de Tsiganes, soit environ les deux tiers du chiffre pour l'ensemble de l'Europe, dont les deux tiers vivent dans les Balkans. Il convient d'ajouter que les Tsiganes sont un groupe ethnique extrêmement hétérogène.

Il est aussi très difficile de donner des chiffres sur les Tsiganes qui émigrent actuellement des Balkans vers l'Europe occidentale, parce qu'ils ne se déclarent pas toujours comme Tsiganes ou Roms. Mais, manifestement, ces tentatives de migration deviennent un problème considérable pour les pays occidentaux et notamment pour l'Allemagne, étant donné que la plupart des émigrants indiquent l'Allemagne comme leur premier choix. Ainsi, la dégradation de la situation sociale et économique des Roms dans l'Europe du Sud-Est a déjà eu des répercussions sur l'Europe occidentale et elle risque de devenir un de ses futurs grands problèmes.

Depuis des siècles, les Tsiganes sont à l'index et déclenchent des mécanismes de sanctions du seul fait que leurs modes fondamentaux de comportement, de vie, sont différents de ceux des «gens moyens normaux». En général, la société tzigane se comporte de façon asynchrone par rapport au voisinage culturel et socio-économique respectif en partie seulement du fait d'un système de valeurs différent. Les systèmes politiques répressifs des pays socialistes se sont au mieux efforcés d'intégrer les Tsiganes d'une façon ou d'une autre, parfois même avec un succès limité: ainsi le gouvernement hongrois avait en 1961 un programme de logement et d'éducation distinct. En général, toutefois, ces politiques d'intégration des pays communistes ont été des tentatives d'imposer les règles de la société «normale» aux Tsiganes par la force du régime. Mais en fait, elles ont échoué pour la plupart.

Bien que la chute des systèmes communistes ait été accueillie avec enthousiasme par de nombreux Roms d'Europe orientale, leur situation ne s'est absolument pas améliorée et, dans certains pays, elle s'est même sensiblement dégradée. Dans les sociétés de transition, les graves problèmes économiques et sociaux du début des années 90 touchent relativement plus les Roms que d'autres couches de la population. Non seulement ils ont été choisis comme bouc émissaire pour certains des problèmes sociaux (par exemple, ils sont considérés comme les «requins du marché noir» profitant des nouvelles possibilités de libre échange de façon déloyale) (1), mais ils sont surtout frap-

pés par un chômage grandissant. Les Tsiganes n'ont en général qu'un médiocre niveau d'instruction et vivent très souvent de travaux occasionnels en tant qu'artisans ou ouvriers agricoles. Ceux-ci, en particulier, c'est-à-dire la population tzigane rurale, qui prédominaient parmi les Tsiganes d'Albanie, de Bulgarie et de Roumanie ont perdu aux changements de système!

En Bulgarie, après la dissolution des exploitations agricoles coopératives et après la promulgation de la nouvelle loi foncière, les Tsiganes ruraux sont pratiquement devenus chômeurs. Avant que les communistes ne collectivisent les terres (entre 1950 et 1959), les Tsiganes n'avaient aucun bien, du moins aucun bien immobilier qui pourrait leur être restitué maintenant (il en est de même des Turcs et des Pomaks en Bulgarie qui travaillaient principalement comme travailleurs saisonniers dans les coopératives de tabac). Etant donné, en outre, qu'on ne leur donne pas la préférence en vertu de la loi foncière, ils n'ont aucun espoir de recevoir des terres. Le résultat est clair: ils doivent émigrer dans les zones urbaines où ils ne feront qu'augmenter le nombre déjà élevé de Tsiganes chômeurs contribuant à la criminalité et à la violence, parce que, très souvent, les systèmes de sécurité sociale de toute façon médiocres n'aident pas beaucoup ce groupe de gens, et que les bureaucraties respectives ne le font pas non plus. On sait qu'en Roumanie des villageois ont contraint dans plusieurs cas leurs voisins tziganes à partir par des incendies volontaires, aussi parce que ceux qui sont désormais au chômage et sans terre à cultiver ont dû essayer d'assurer leur piètre existence par la mendicité ou le vol (2).

Cette migration forcée des Tsiganes dans les zones urbaines surpeuplées a engendré de nombreux problèmes. La situation générale du logement n'a pas pu être améliorée; les pays respectifs n'ont pas les moyens financiers de

Bien que la chute des systèmes communistes ait été accueillie avec enthousiasme par de nombreux Roms d'Europe orientale, leur situation ne s'est absolument pas améliorée. Pire, dans certains pays, elle s'est même sensiblement dégradée.

vastes programmes de construction d'habitations, d'où de très mauvaises conditions d'hygiène dans les ghettos tziganes et même, de temps à autre, la propagation de maladies épidémiques au reste de la population. Indépendamment de l'impact direct sur la population tzigane, cela suscite également des réactions très négatives parmi les autres ethnies, notamment parmi les nationalités titulaires: «Les Tsiganes propagent les maladies parmi nous!», entend-on souvent. Quoiqu'il en soit, il faut observer que les médias «libres» dans les sociétés de transition accordent un trop grand soutien à l'idée selon laquelle l'augmentation de la criminalité et la détérioration de la sécurité publique mais aussi l'aggravation de la dépression économique sont liées au problème tzigane! Des rapports partiels et exagérés sur tel ou tel incident criminel dans lequel les Tsiganes sont impliqués augmentent la polarisation de la société et les tensions. Il est malheureusement vrai que les Tsiganes sont relativement surreprésentés dans les statistiques criminelles, mais cela tient également à la ségrégation appliquée par le reste des citoyennetés respectives et à la pauvreté matérielle. Les tentatives anciennes et aussi actuelles d'assimilation et en même temps de ségrégation constituent les deux facteurs qui entraînent le déracinement ethnico-culturel des Roms. Comme le dit Baranyi: «Indubitablement les Tsiganes restent le groupe ethnique le plus pauvre, le

plus défavorisé et le plus méprisé d'Europe orientale» (3). Le fait que de nombreux citoyens aient personnellement constaté que les Tsiganes sont en majorité au chômage aboutit à la généralisation de caractère raciste selon laquelle «les Tsiganes n'aiment pas travailler».

Les sondages prouvent que les Tsiganes sont de loin la minorité ethnique la plus détestée des pays d'Europe du Centre-Est et du Sud-Est où il existe d'importantes populations rom. D'un autre côté, les Tsiganes ne sont pas – ou très rarement – politiquement représentés dans les parlements respectifs. Cela tient aussi en partie à leur grande hétérogénéité déjà citée: en 1991, 40 organisations tziganes étaient enregistrées en Hongrie et plus de 20 en Tchécoslovaquie; quant à la Bulgarie, Mme Zhelyazkova a cité plus de 90 sous-groupes tziganes. On peut imaginer combien il doit être difficile de mettre en place des organisations-cadres politiques pour les Tsiganes lorsque, à nouveau à titre d'exemple, en Bulgarie, il s'est révélé jusqu'à présent impossible de publier un dictionnaire général tzigane-bulgare parce que de fortes protestations se sont élevées contre l'utilisation d'un dialecte comme la langue tzigane! En outre, en Bulgarie, la nouvelle constitution va jusqu'à interdire l'enregistrement des partis politiques sur une base ethnique ou religieuse.

Il n'existe pas non plus de mère-patrie des Tsiganes qui pourrait fournir un soutien depuis l'extérieur à ses ressortissants dans les pays d'accueil comme c'est le cas, par exemple, de la Hongrie pour ses ressortissants, en Slovaquie, en Roumanie, en Ukraine et en Serbie.

Evidemment, il faut finalement se demander ce que l'on peut, ce que l'on doit faire. Il semble clair que les solutions possibles ne peuvent être étudiées que par des efforts communs des deux parties. D'un côté, l'appel général à une plus grande tolérance, notamment dans les médias, en vue d'une meilleure compréhension des problèmes tziganes est fondamentalement important. Il faut s'efforcer de traiter les problèmes des Tsiganes de manière que les sociétés comprennent que ces problèmes sont également les leurs et pas seulement ceux des Tsiganes. Mais les gouvernements doivent également comprendre que la dégradation de la situation des Tsiganes dans leurs pays respectifs risque d'être une bombe à retardement sociale.

D'un autre côté, les spécialistes des Roms nient souvent qu'il soit possible d'intégrer les Tsiganes dans les sociétés normales. On prétend qu'il est même difficile d'encourager leurs différents groupes à communiquer. On n'améliorera pas leur situation, par exemple, en leur accordant un statut d'autonomie parce qu'ils vivent trop dispersés et ne sont pas habitués à travailler en tant que communauté – quoique récemment les citoyens de Shuto Orizare, près de Skopje, qui compte une population presque totalement tzigane de quelque 40 000 personnes, ont exprimé le souhait d'y établir un Etat rom, ce qui signifie bien qu'il y a une exception à chaque règle même dans le cas des Tsiganes. Mais, néanmoins, les problèmes semblent s'aggraver et il faut trouver le moyen d'inciter et d'encourager la partie tzigane à rechercher des solutions. Quoiqu'il en soit, il doit être clair que, contrairement aux cas d'autres minorités ethniques, il ne peut y avoir une seule méthode; il doit y avoir la volonté d'apprendre à travailler différemment avec les différents groupes. La question n'en est pas plus simple pour autant!

* Directeur, Südost-Institut, Munich. Texte écrit pour le colloque «l'Europe contre l'intolérance», organisé par le Conseil de l'Europe les 3 et 4 mars.

(1) L'activiste tzigane roumain Nicolae Gheorghe dit: «Il n'y a plus beaucoup de juifs en Roumanie. Aussi, nous a-t-on attribué le rôle du bouc émissaire.» Cité par Zoltan Baranyi dans son article «Les changements démocratiques apportent les bienfaits mitigés aux Tsiganes» dans RFE/RL rapport de recherche n° 20, 1993, p.44.

(2) Procès-verbal d'une conférence donnée par Antonina Zhelyazkova, conseillère pour les minorités ethniques du président de Bulgarie, à la Berd le 31 mars 1993 à Londres.

(3) Zoltan Baranyi, op. cit., p. 45.